

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 271

[C — 2011/29003]

10 NOVEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2004 relatif à la gestion administrative, budgétaire, financière et comptable du Musée royal de Mariemont en tant qu'établissement à gestion séparée

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 140, entré en vigueur par l'arrêté royal du 9 février 1993;

Vu le décret du 12 juin 2003 érigeant le Musée royal de Mariemont en établissement à gestion séparée;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2004 relatif à la gestion administrative, budgétaire, financière et comptable du Musée royal de Mariemont en tant qu'établissement à gestion séparée;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 juillet 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 2010;

Vu l'avis du Conseil des musées et autres institutions muséales du 29 septembre 2010;

Vu l'avis n°48572/2/V du Conseil d'Etat donné le 23 août 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2004 relatif à la gestion administrative, budgétaire, financière et comptable du Musée royal de Mariemont en tant qu'établissement à gestion séparée, in fine sont ajoutés les termes suivants :

« 5° d'approuver l'augmentation, en cours d'année, du montant des obligations à contracter, à concurrence du montant des nouveaux droits constatés, si celui-ci est supérieur à celui qui était prévu lors du projet de budget tel que défini à l'article 8;

6° de modifier, en cours d'année, l'affectation des dépenses telles que définies dans les quatre catégories prévues par l'article 7, § 3, s'il s'avère que les besoins du Musée requièrent une telle modification. ».

Art. 2. Dans l'article 4 du même arrêté, les termes « si la majorité de ses membres » sont remplacés par « si la majorité de ses membres ».

Art. 3. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. - Le Musée royal de Mariemont, ci-après dénommé « le Musée », bénéficie d'une dotation destinée à sa gestion et à son fonctionnement, octroyée annuellement par la Communauté française, sous réserve du vote par le Parlement de la Communauté française du décret concernant le budget général des dépenses.

Un projet de budget des recettes et des dépenses est établi annuellement par le Comité de gestion. ».

Art. 4. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. - Les propositions budgétaires de recettes sont établies en droits constatés et en recettes de caisse; les propositions budgétaires de dépenses portent sur les prévisions d'engagement et les prévisions d'ordonnancement.

L'année budgétaire commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre. ».

Art. 5. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 7. - § 1^{er}. En droits constatés, les estimations de recettes comportent :

1° le solde à reporter;

2° la dotation visée à l'article 5, alinéa 1^{er};

3° les droits autres que la dotation qui naîtront au cours de l'année budgétaire, notamment les recettes propres au Musée du fait de ses activités, les dons et legs, le sponsoring.

§ 2. En recettes de caisse, les estimations comportent :

1° le solde à reporter;

2° la perception de la dotation visée à l'article 5, alinéa 1^{er};

3° les recettes à recevoir sur les droits autres que la dotation.

§ 3. Les dépenses comprennent :

1° les frais de fonctionnement et d'aménagement de locaux;

2° les frais liés aux activités du Musée;

3° les frais liés à l'acquisition de biens durables;

4° les frais liés à l'acquisition d'objets de collection.

En engagement, les estimations de dépenses portent sur les obligations à contracter au cours de l'année budgétaire.

En ordonnancement, les estimations de dépenses portent sur les sommes dues au cours de l'année budgétaire du chef d'obligations nées au cours de l'année ou d'obligations reportées d'années budgétaires antérieures. ».

Art. 6. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. - § 1^{er}. Le projet de budget est soumis, après avis de l'Inspection des Finances, à l'approbation du Ministre qui a la politique muséale dans ses attributions et est annexé au projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française.

§ 2. L'approbation du budget du Musée est acquise par le vote du décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française. A défaut d'approbation du budget avant le début de l'année budgétaire, les mêmes opérations que celles autorisées par le budget précédent, hormis les dépenses de nature non récurrente effectuées sur les reports de l'année précédente, peuvent être effectuées au prorata d'un douzième par mois à partir du 1^{er} janvier de l'exercice.

§ 3. Le projet de budget annexé au décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française peut être adapté dès le début de l'exercice qu'il concerne et au plus tard le 31 mars de celui-ci.

Cette adaptation porte sur le montant des postes de recettes « solde reporté de l'année budgétaire antérieure ». Le total des postes de dépenses et leur ventilation sont éventuellement modifiés à due concurrence. Cette adaptation est soumise au Comité de gestion et à l'avis de l'Inspection des Finances. Cette adaptation est communiquée au Ministre qui a la politique muséale dans ses attributions et au Ministre du Budget. ».

Art. 7. L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 14. - Le montant des obligations à contracter est limité par le montant des droits constatés au cours de l'année, augmenté du solde des autorisations budgétaires non engagé reporté de l'année antérieure.

Le montant des ordonnancements est limité par le montant des recettes perçues en cours d'année, augmenté du solde de trésorerie reporté de l'année budgétaire antérieure.

S'il s'avère en cours d'année que le montant des droits constatés est supérieur à celui qui était prévu lors du projet de budget tel que défini à l'article 8, le montant des obligations à contracter pourra être augmenté à concurrence des nouveaux droits constatés, après approbation du Comité de gestion et avis de l'Inspection des Finances. Cette adaptation sera communiquée au Ministre qui a la politique muséale dans ses attributions et au Ministre du Budget. ».

Art. 8. Le deuxième alinéa de l'article 15 du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les engagements imputés sur les moyens budgétaires du Musée doivent être exécutés avant le 31 décembre de l'exercice suivant la seconde année au cours de laquelle ils ont été engagés. ».

Art. 9. L'article 18 est remplacé par une disposition formulée comme suit :

« Article 18. - Les soldes disponibles à la fin de l'année budgétaire sont automatiquement reportés à l'exercice suivant.

Le solde des autorisations budgétaires non engagé est déterminé au terme de l'année par la différence entre le total des autorisations d'engagements reprises au budget ajusté et le total des engagements pris au cours de l'année. Il est reporté à l'année suivante et constitue le premier poste de recette de la partie « droits et engagement » du budget.

Le solde de trésorerie est déterminé au terme de chaque année par la différence entre le total des recettes effectivement perçues et le total des dépenses payées. Il est reporté à l'année suivante et constitue le premier poste de recette de la partie ordonnancement. ».

Art. 10. Le Ministre qui a la politique muséale dans ses attributions et le Ministre qui a le Budget dans ses attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 novembre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 271

[C — 2011/29003]

10 NOVEMBER 2010. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2004 betreffende het administratief, budgettair, financieel en boekhoudkundig beheer van het Koninklijk Museum Mariemont als instelling met afzonderlijk beheer

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 140, in werking gesteld door het koninklijk besluit van 9 februari 1993;

Gelet op het decreet van 12 juni 2003 tot oprichting van het Koninklijk Museum Mariemont als instelling met afzonderlijk beheer;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2004 betreffende het administratief, budgettair, financieel en boekhoudkundig beheer van het Koninklijk Museum Mariemont als instelling met afzonderlijk beheer;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 6 juli 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 juli 2010;

Gelet op het advies van de Raad voor musea en andere museale instellingen van 29 september 2010;

Gelet op het advies nr. 48572/2/V van de Raad van State gegeven op 23 augustus 2010, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2004 betreffende het administratief, budgettair, financieel en boekhoudkundig beheer van het Koninklijk Museum Mariemont als instelling met afzonderlijk beheer, in fine, worden de volgende woorden toegevoegd :

« 5° het goedkeuren van de verhoging, in de loop van het jaar, van het bedrag van de aan te gaan verbintenissen, ten belope van het bedrag van de nieuwe vastgestelde rechten, als dat bedrag hoger is dan dat bepaald in de ontwerpbegroting zoals bedoeld in artikel 8;

6° het wijzigen, in de loop van het jaar, van de bestemming van de uitgaven zoals bedoeld in de vier categorieën bepaald bij artikel 7, § 3, indien blijkt dat de behoeften van het museum een dergelijke wijziging vereisen. ».

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden, in de Franse versie, de woorden « si le majorité de ses membres » vervangen door de woorden « si la majorité de ses membres ».

Art. 3. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 5. - Het Koninklijk Museum Mariemont, hierna « het Museum », ontvangt een dotatie bestemd voor zijn beheer en zijn werking, jaarlijks door de Franse Gemeenschap toegekend, onder voorbehoud van de stemming door het Parlement van de Franse Gemeenschap van het decreet betreffende de algemene uitgavenbegroting.

Jaarlijks bepaalt het beheerscomité een ontwerpbegroting van de ontvangsten en uitgaven. « .

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 6. - De budgettaire voorstellen voor de ontvangsten worden opgesteld als vastgestelde rechten en als kasontvangsten; de budgettaire voorstellen voor de uitgaven hebben betrekking op de vastleggings- en ordonnanceringsramingen.

Het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december. ».

Art. 5. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 7. - § 1. Als vastgestelde rechten omvatten de ontvangstenramingen :

1° het over te dragen saldo;

2° de dotatie bedoeld bij artikel 5, eerste lid;

3° de andere rechten dan de dotatie, die zullen ontstaan in de loop van het begrotingsjaar, namelijk de ontvangsten eigen aan het Museum en voortkomend uit zijn activiteiten, de schenkingen en legaten, de sponsoring.

§ 2. Als kasontvangsten bevatten de ramingen :

1° het over te dragen saldo;

2° het ontvangen van de dotatie bedoeld bij artikel 5, eerste lid;

3° de te ontvangen ontvangsten op de andere rechten dan de dotatie.

§ 3. De uitgaven omvatten :

1° de werkingskosten en de kosten voor inrichting van de lokalen;

2° de kosten in verband met de activiteiten van het Museum;

3° de kosten in verband met het aanschaffen van duurzame goederen;

4° de kosten in verband met het aanschaffen van collectieobjecten.

Als vastlegging hebben de uitgavenramingen betrekking op de verbintenissen die in de loop van het begrotingsjaar aangegaan dienen te worden.

Als ordonnanciering hebben de uitgavenramingen betrekking op de bedragen verschuldigd in de loop van het begrotingsjaar als gevolg van verbintenissen ontstaan in de loop van het jaar of verbintenissen overgedragen uit vorige begrotingsjaren. ».

Art. 6. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 8. - § 1. De ontwerpbegroting wordt ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd die bevoegd is voor het Museumbeleid, na advies van de Inspectie van Financiën, en wordt gevoegd bij het ontwerpdecreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De begroting van het Museum wordt goedgekeurd door de aanneming van de bepalingen in verband daarmee in het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap. Wordt de begroting niet goedgekeurd vóór het begin van het begrotingsjaar, dan kunnen dezelfde verrichtingen als deze toegelaten door de vorige begroting, met uitzondering van de uitgaven die niet herhaald worden en die op de overdrachten van het vorige jaar geschieden, gebeuren naar rata van een twaalfde per maand vanaf de eerste januari van het dienstjaar.

§ 3. De ontwerpbegroting gevoegd bij het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap kan aangepast worden vanaf het begin van het dienstjaar waarop ze slaat en ten laatste tegen 31 maart ervan.

Deze aanpassing heeft betrekking op het bedrag van de begrotingsposten « overgedragen saldo van het vorige begrotingsjaar ». Het geheel van de uitgavenposten en hun verdeling worden eventueel tot passend beloop gewijzigd. Deze aanpassing wordt aan het beheerscomité voorgelegd alsook aan het advies van de Inspectie van Financiën. Deze aanpassing wordt medegedeeld aan de Minister tot wiens bevoegdheid het museumbeleid behoort en aan de Minister van Begroting. ».

Art. 7. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 14. - Het bedrag van de aan te gaan verbintenissen wordt beperkt door het bedrag van de in de loop van het jaar vastgestelde rechten, vermeerderd met het niet-vastgelegde saldo van de begrotingsmachtigingen, overgedragen uit het vorige jaar.

Het bedrag van de ordonnanceringen wordt beperkt door het bedrag van de in de loop van het jaar geboekte ontvangsten, vermeerderd met het thesauriesaldo overgedragen uit het vorige begrotingsjaar.

Indien in de loop van het jaar blijkt dat het bedrag van de vastgestelde rechten hoger ligt dan dat bepaald in de ontwerpbegroting zoals bedoeld bij artikel 8, kan het bedrag van de aan te gaan verbintenissen vermeerderd worden ten belope van de nieuwe vastgestelde rechten, na goedkeuring van het beheerscomité en advies van de Inspectie van Financiën. Deze aanpassing zal aan de Minister tot wiens bevoegdheid het museumbeleid behoort en aan de Minister van Begroting meegedeeld worden. ».

Art. 8. Het tweede lid van artikel 15 van hetzelfde besluit wordt door het volgende lid vervangen :

« De vastleggingen aangerekend op de begrotingsmiddelen van het Museum dienen uitgevoerd worden vóór 31 december van het dienstjaar volgend op het tweede jaar gedurende hetwelk ze vastgelegd werden. ».

Art. 9. Artikel 18 wordt vervangen door een bepaling luidend als volgt:

« Artikel 18. – De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare saldi worden automatisch naar het volgende dienstjaar overgedragen.

Het niet-vastgelegde saldo van de begrotingsmachtigingen wordt bepaald op het einde van het jaar door het verschil tussen het totaal van de vastleggingsmachtigingen opgenomen in de aangepaste begroting en het totaal van de vastleggingen verricht gedurende het jaar. Het wordt naar het daarop volgend jaar overgedragen en maakt de eerste ontvangstpost uit van het deel « rechten en vastlegging » van de begroting.

Het thesauriesaldo wordt bepaald op het einde van elk jaar door het verschil tussen het totaal van de werkelijk geboekte ontvangsten en het geheel van de uitbetaalde uitgaven. Het wordt naar het volgend jaar overgedragen en maakt de eerste ontvangstpost uit van het deel « ordonnancering » van de begroting. ».

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid het museumbeleid behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort, worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 november 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE.

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2011 — 272

[C – 2011/29009]

10 NOVEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application de l'article 15 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la Formation en cours de carrière

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, notamment l'article 3;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, notamment l'article 15;

Considérant la proposition de plan du 21 septembre 2010 de la Commission de pilotage quant aux orientations et thèmes prioritaires pour la formation en cours de carrière des enseignants pour l'enseignement secondaire ordinaire, pour l'enseignement spécialisé et pour les centres psycho-médico-sociaux dans tous les réseaux d'enseignement;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le plan comprenant les orientations et les thèmes prioritaires pour la formation en cours de carrière en interréseaux des membres du personnel de l'enseignement secondaire ordinaire, repris en annexe Ire du présent arrêté, est approuvé conformément à l'article 15 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière.

Art. 2. Le plan comprenant les orientations et les thèmes prioritaires pour la formation en cours de carrière en interréseaux des membres du personnel de l'enseignement spécialisé, repris en annexe II du présent arrêté, est approuvé conformément à l'article 15 du décret précité.

Art. 3. Le plan comprenant les orientations et les thèmes prioritaires pour la formation en cours de carrière en interréseaux des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux, repris en annexe III du présent arrêté, est approuvé conformément à l'article 15 du décret précité.

Art. 4. Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 novembre 2009 portant application de l'article 15 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière.

Art. 5. La Ministre de l'Enseignement obligatoire est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 novembre 2010.

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET